

Stratégie Provinciale Sur les Solutions Durables en Ituri

2026-2030

PROVINCE DE L'ITURI

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

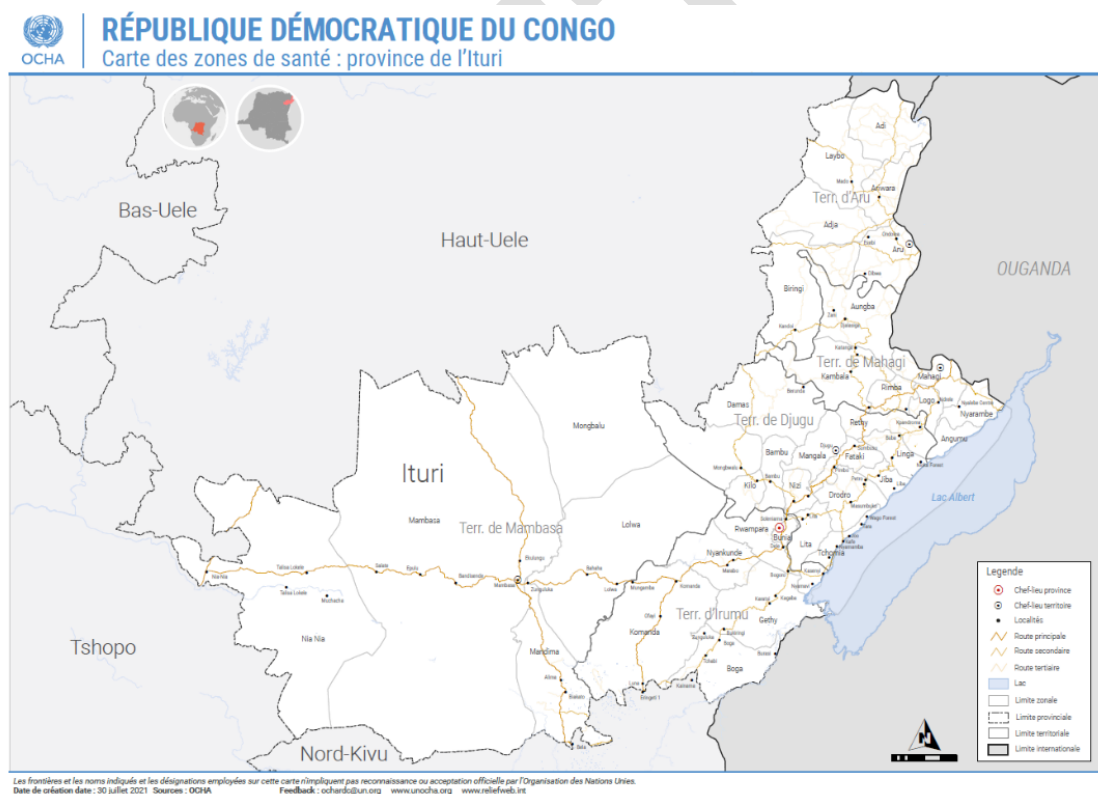


Table des matières

Table des matières	2
Résumé Exécutif	3
Présentation de la Province de l'Ituri.....	4
Contexte et justification.....	6
Introduction	6
Les solutions durables en Ituri	6
Cadre légal et alignement de la stratégie.....	7
Vision, Théorie du changement et Objectif.....	8
Vision :	8
Problématique :	8
Hypothèse et Théorie du changement ;	8
Objectifs stratégiques.....	8
Axes stratégiques et cadre de résultats.....	9
AUTORITÉ DE L'ÉTAT, SÉCURITÉ ET GOUVERNANCE	10
COHÉSION SOCIALE ET JUSTICE TRANSITIONNELLE	12
LOGEMENT, TERRE ET SERVICE DE BASE	14
AUTONOMISATION ET RELÈVEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE	16
AXES TRANSVERSAUX (VBG, GENRE, HANDICAPES, AAP, COORDINATION, LOCALISATION, DO NO HARM, SENSIBILITÉ AUX CONFLITS...)	18
Suivi & évaluation	22
Cadre de résultats.....	23
Feuille de route pour la mise en œuvre des solutions durables aux mouvements des populations en Ituri.....	33

Résumé Exécutif

DRAFT

Présentation de la Province de l'Ituri

Située dans le nord-est de la République Démocratique du Congo, la province de l'Ituri s'étend sur une superficie de 65 658 km². Elle est délimitée à l'est par le lac Albert, et partage ses frontières avec l'Ouganda, le Soudan du Sud, ainsi que les provinces congolaises du Nord-Kivu, de la Tshopo et du Haut-Uélé. Sur le plan administratif, l'Ituri comprend cinq territoires — Aru, Djugu, Irumu, Mahagi et Mambasa — ainsi que la ville de Bunia, qui en est le chef-lieu. Chaque territoire présente des caractéristiques géographiques et culturelles distinctes, contribuant à la richesse et à la diversité de la province.

Ses frontières naturelles avec les pays limitrophes s'étendent sur 650 kilomètres dont 170 kilomètres le long du lac Albert et de la rivière Semiliki. Avec une population estimée à 14.828.292 habitants en 2024 'selon la Division provinciale de l'Intérieur), la densité est de 222 habitants par kilomètre carré, répartie entre la ville de Bunia et les cinq territoires qui la composent¹

La Province de l'Ituri est constituée d'un important réseau routier d'intérêt tant national qu'international. La Route Nationale numéro 4(RN4) sur son axe AVAKUBI- KOMANDA- LUNA, long de 341 Km, connecte l'Ituri à la Province de la Tshopo, du Nord-Kivu et la République de l'Ouganda ; la RN 26 relie l'Ituri à la province de Haut-Uele en passant par le point kilométrique 51 ; la RN27 part de la frontière Ougandaise (GOLI) pour se connecter à la RN4 au carrefour de Komanda dans le territoire d'Irumu et la RN44 part de MANGINA pour se connecter à la RN4 au niveau de Mambasa.

Depuis la fin des années 1990, l'Ituri est confrontée à des conflits armés récurrents, ayant causé des dizaines de milliers de morts et provoqué le déplacement de millions de personnes. Depuis le début de l'année 2025, une recrudescence inquiétante des violences est observée, principalement attribuée à des groupes armés tels que la Coopérative pour le Développement du Congo (CODECO), ZAIRE, FRPI, les Forces Démocratiques Alliées (ADF), ainsi que le groupe récemment apparu CRP (Convention pour la Revolution Populaire). Ces factions intensifient leurs attaques contre les civils et les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), notamment dans les territoires d'Irumu, DJUGU et MAMBASA.

Les exactions commises par ces groupes ont entraîné des déplacements massifs de populations vers des zones jugées plus sûres, principalement autour de la ville de Bunia, aggravant une situation humanitaire déjà critique.

Placée sous état de siège, la province est actuellement administrée par un gouverneur militaire, le Lieutenant-Général **Johnny LUBOYA NKASHAMA**. Dans le cadre des efforts de stabilisation, des accords de paix ont été signés à Bunia en mai 2024 et à ARU en juin 2025. Malgré ces initiatives, l'insécurité demeure préoccupante, en particulier dans les territoires de DJUGU et IRUMU, où les affrontements et les attaques ciblées se poursuivent.

La province de l'Ituri fait face depuis plusieurs décennies à une instabilité avec l'activisme de groupes armés nationaux et étrangers tels que CODECO (Coopérative pour le Développement du Congo), Force Patriotique

¹ Rapport Annuel de la Province exercice 2023

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

et Intégrationniste du Congo (FPIC), les milices Zaïre, le Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), ADF (Allied Democratic Forces). En 2025 les violences armées, les violations des droits humains et les crimes graves se sont poursuivis, motivés par des intérêts économiques, politiques, identitaires et religieux notamment dans le cas des ADF. Pour lutter contre ces groupes armés, les Forces Armées de la RDC ont intensifié leurs opérations en partenariat avec la MONUSCO ou l'armée Ougandaise, notamment dans les territoires d'Irumu et Mambasa. Depuis février 2025, la présence militaire ougandaise s'est étendue à Djugu et Mahagi, zones également touchées par les conflits.

Chaque territoire présente des dynamiques spécifiques :

- **Djugu** est le théâtre d'affrontements entre groupes armés (CODECO, Zaïre, MAPI, CRP) et de fréquentes attaques contre les civils. Le groupe CRP, apparu en février 2025, a introduit une nouvelle dynamique de violence, particulièrement dans les zones de santé de Tchomia, Nizi et Lita.
- **Mahagi** subit des incursions de CODECO en provenance de Djugu, ciblant les zones de santé d'Angumu, Logo et Rimba.
- **Irumu et Mambasa** sont principalement affectés par les activités de l'ADF.
- **Aru**, bien que relativement calme, reste vulnérable aux tensions transfrontalières avec le Soudan du Sud et l'Ouganda.

Outre les violences armées, l'Ituri fait face à des conflits intercommunautaires à caractère identitaire, des litiges fonciers, des rivalités politiques et coutumières, ainsi que des tensions liées à l'exploitation des ressources naturelles. Les conflits religieux et idéologiques, notamment ceux liés aux ADF, ajoutent à la complexité du contexte. Enfin, l'exploitation illégale des mines artisanales d'or et les défis environnementaux qu'elles posent, ainsi que les enjeux liés à la culture du cacao, contribuent à aggraver la situation socio-économique de la province.

Ces nombreux conflits et violences armées ont entraîné des déplacements massifs de la population, des violations massives des droits de l'homme, des violences sexuelles, des enlèvements et des destructions de biens, la perte des moyens de subsistance et la perturbation des services sociaux. La province de l'Ituri compte à ce jour, 1.147.394 personnes déplacées internes dont 24% vivent dans les sites².

L'engagement des autorités à remédier aux maux causés par les conflits en Ituri se reflète dans les différents efforts mis en œuvre au profit des personnes déplacées et des communautés qui les accueillent afin de renforcer la cohésion sociale et la coexistence pacifique. Ces efforts se concrétisent aussi par la volonté d'avoir une stratégie qui intègre les aspects Nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP).

² Derniers chiffres de la CMP du 10 novembre 2025

Contexte et justification

Introduction

Selon l'IASC, une solution durable est atteinte lorsque les personnes déplacées internes n'ont plus besoin d'une assistance ou d'une protection spécifiquement liée à leur déplacement et peuvent jouir pleinement de leurs droits humains sans discrimination en raison de leurs déplacements. Pour y parvenir il faut commencer par l'identification des causes profondes du déplacement et, de ce fait, les solutions durables les plus fiables doivent être axées sur une évaluation globale et une bonne compréhension du contexte et de la situation spécifique, avec des interventions adaptées aux spécificités, contraintes et opportunités spécifiques à la situation.

Cela exige une approche multisectorielle et participative, en intégrant notamment les autorités nationales et locales, la société civile, soutenues par les acteurs humanitaires et de développement, des droits de l'homme, les acteurs politiques et militaires et tous les autres partenaires qui souhaitent collaborer à travers ce processus.

Comme telle, la réalisation d'une solution durable ne se limite pas au retour d'une personne dans son village d'origine ou à son arrivée dans la localité où elle a choisi de s'intégrer ou de se réinstaller. Elle est davantage un processus graduel à long terme d'identification et de traitement des besoins spécifiques liés au déplacement forcé, en particulier ceux répondant aux défis en matière des droits de l'homme, de reconstruction et de la consolidation de la paix, sur le plan humanitaire et en matière de développement.

L'IASC³ a mis au point huit critères qui sont considérés importantes et vitales pour l'obtention de solutions durables : La sûreté et la sécurité à long terme, l'accès à un niveau de vie décent, l'accès à des moyens de subsistance et à l'emploi, des mécanismes effectifs et accessibles pour l'accès à un logement, à la terre et à la propriété, l'accès à des documents d'état-civil, la réunification familiale, la participation aux affaires publiques et enfin l'accès à des voies de recours et à la justice

Il conviendra par ailleurs de garder à l'esprit les principes qui régissent la mise en œuvre de solutions durables :

- (i) Le caractère libre, volontaire et informé du choix de l'option d'installation ;
- (ii) La responsabilité première de l'Etat de mettre en place les conditions de réalisation des solutions durables,
- (iii) La participation des personnes touchées par le déplacement forcé au processus de recherche de solutions durables.

Les solutions durables en Ituri

En juillet 2023, une enquête d'intentions réalisée par le HCR et la CNR afin de collecter les opinions auprès des déplacés internes sur six (06) sites aux environs de la ville de Bunia. Sur un échantillon de 9,447 ménages de 42,994 personnes, 83% soit 7,805 ménages de 35,750 personnes ont indiqué leur désir de s'intégrer localement à Bunia et ses environs. 14% soit 1,351 ménages de 6,023 personnes ont opté pour la relocalisation, et 3% soit 286 ménages de 1,207 personnes pour le retour dans leurs lieux d'origine à

³ [IASC-Framework-Durable-Solutions-IDPs-EN.pdf](#)

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

condition que les facteurs de sécurité et de protections soient favorables. Cependant, un taux faible de 5 ménages de 14 personnes n'a pas pu se prononcer.

C'est dans ce contexte que la province d'Ituri avec l'appui des fonds CERF a initié un projet pilote des solutions durables en faveur des déplacés internes. Le projet a pu assister jusqu'à ce jour **2,603** ménages des déplacés internes à s'intégrer localement, ce chiffre reste encore infime par rapport aux millions de déplacés qui sont en Ituri. Ainsi une stratégie provinciale est d'une importance capitale pour trouver des solutions pérennes à la situation des déplacés. La stratégie permettrait aux autorités provinciales de bien assoir leur leadership en coordonnant toutes les activités humanitaires, développements et paix dans la province d'Ituri.

Cadre légal et alignement de la stratégie

Les déplacés internes sont de la responsabilité première des gouvernements. Ils fournissent un cadre légal approprié pour les solutions durables à travers plusieurs instruments légaux, notamment, ainsi la stratégie provinciale des solutions durables s'aligne à plusieurs instruments nationaux et internationaux ;

La convention de Kampala : « *Convention de l'Union Africaine sur la Protection et l'Assistance des Personnes Déplacées Internes en Afrique* » (dite Convention de Kampala, ratifiée par la RDC en février 2022). La Convention de Kampala, entrée en vigueur en décembre 2012, est basée sur le droit international humanitaire, le droit international relatif aux droits de l'homme et sur les Principes Directeurs des Nations Unies. A travers la Convention de Kampala, les gouvernements s'engagent : « *à trouver des solutions durables aux problèmes de déplacement, par la promotion et la création des conditions satisfaisantes pour le retour volontaire, l'intégration locale ou la réinstallation de manière durables, et dans des conditions de sécurité et de dignité.* »

Liberté de circulation. La Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (également connue comme "Charte de Banjul"), ratifiée par la RDC en Juillet 1987, est un instrument international des droits de l'homme qui vise à promouvoir et protéger les droits humains et les libertés fondamentales sur le continent Africain. L'Article 12 entérine le droit à la liberté de circulation et de résidence dans son propre pays, de sortir et de rentrer dans son pays d'origine.

La constitution de la République Démocratique Du Congo en son article 30 met l'accent sur la libre circulation des citoyens : « Toute personne qui se trouve sur le territoire national a le droit d'y circuler librement, d'y fixer sa résidence, de le quitter et d'y revenir, dans les conditions fixées par la loi »

Les Objectifs De Développement Durables : Les ODD sont étroitement liés aux solutions durables pour les personnes déplacées internes (PDI), car ces solutions visent à restaurer les droits, la dignité et les moyens de subsistance des personnes déplacées. ODD 1 : Pas de pauvreté ; ODD 3 – Bonne santé et bien-être ; ODD 4 – Éducation de qualité ; ODD 5 – Égalité entre les sexes ; ODD 6 – Eau propre et assainissement ; ODD 8 – Travail décent et croissance économique ; ODD 10 – Réduction des inégalités ; ODD 11 – Villes et communautés durables ; ODD 16 – Paix, justice et institutions efficace.

Programme d'Actions de Développement de l'Ituri 2025-2029 : Cette stratégie s'aligne au PAD sur le plan de l'autonomisation des déplacés internes qui est une des clés maitresses pour garantir le retour, l'intégration et la relocalisation tout en renforçant l'autonomisation et la résilience.

Vision, Théorie du changement et Objectif

Vision :

« A travers cette stratégie, Ituri devient une province résiliente, inclusive et pacifiée, où les personnes déplacées internes, les retournés et les communautés hôtes vivent dans la paix, la dignité, la sécurité et la prospérité, grâce à des solutions durables intégrées. »

Problématique :

L'Ituri est confrontée à des déplacements cycliques prolongés dus aux conflits armés, à l'insécurité alimentaire, au manque des infrastructures et à la fragmentation sociale. Ces facteurs compromettent la protection des populations déplacées, limitent leur accès aux services essentiels et entravent leur participation active à la vie communautaire et au développement.

Hypothèse et Théorie du changement ;

Si l'autorité de l'État est renforcée à travers une présence accrue des institutions publiques, une gouvernance locale efficace et une amélioration de la sécurité, et si les accords de paix de Bunia (Avril 2024) et Aru (Juin 2025), signés entre les GA et le Gouvernement Congolais sont respectés, alors les communautés auront davantage confiance dans les mécanismes étatiques, ce qui favorisera la stabilité et la légitimité des actions publiques. Si cette stabilité est accompagnée d'initiatives visant à renforcer la cohésion sociale, notamment par le dialogue intercommunautaire, la médiation et la promotion de la tolérance, alors les risques de conflits seront réduits et les dynamiques de collaboration locale seront renforcées. Si les populations ont un accès sécurisé à la propriété foncière et aux services sociaux de base tels que l'eau, la santé et l'éducation, alors leurs conditions de vie s'amélioreront, réduisant les vulnérabilités. Enfin, si les communautés bénéficiaires sont accompagnées dans leur autonomisation et leur relèvement socio-économique à travers des activités génératrices de revenus, des formations et un appui à l'entrepreneuriat, alors elles seront en mesure de développer leur résilience, de sortir de la dépendance humanitaire et de contribuer activement au développement local.

Si ces conditions sont réunies, alors il sera possible de créer des conditions propices au retour volontaire, à la relocalisation ou à l'intégration locale des déplacés internes, tout en renforçant la résilience des communautés. Cette théorie de changement ne sera effective que si tous les acteurs impliqués collaborent avec le gouvernement provincial pour une mise en œuvre de la stratégie provinciale.

Objectifs stratégiques

« D'ici 2030, 70% des personnes en situation de déplacement forcé accèdent de manière volontaire, aux solutions durables dans les conditions de sécurité et de dignité en Ituri avec un accès équitable aux droits, aux services de base et aux opportunités économiques. »

Axes stratégiques et cadre de résultats

La mise en œuvre des solutions durables ne peut se matérialiser que si une série de conditions sont remplies, à savoir : (1) autorité de l'état, sécurité et gouvernance, (2) cohésion sociale et justice transitionnelle ; (3) logement, terre et service de base ; (4) autonomisation et relèvement socio-économique ; (5) axes transversaux (VBG, genre, handicapes, AAP, Coordination, localisation, Do no Harm, Sensibilité aux conflits). Cette stratégie se base sur cinq grands axes principaux qui sont à la base des déplacements forcés en Ituri:

Autorité de l'Etat, sécurité et gouvernance ; est un facteur clé pour la mise en œuvre efficace et durable des solutions aux déplacements forcés en Ituri. Cela passe par le renforcement de la gouvernance locale, notamment à travers une coordination intersectorielle renforcée et une participation inclusive des acteurs provinciaux, locaux et communautaires. En dotant les autorités locales des capacités techniques, institutionnelles et opérationnelles nécessaires, l'État pourra jouer pleinement son rôle de leadership dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des initiatives de relèvement et de réintégration. Une gouvernance locale forte et légitime permet non seulement d'assurer la cohérence des interventions, mais aussi de renforcer la confiance des populations envers les institutions publiques, de prévenir les conflits liés à la gestion des ressources et de garantir une meilleure appropriation des solutions durables par les communautés concernées.

Cohésion sociale et justice transitionnelle ; en Ituri est une priorité incontournable face à un tissu social profondément fragilisé par les violences intercommunautaires récurrentes. Pour restaurer la confiance entre les groupes et favoriser une coexistence pacifique, il est essentiel de mettre en place des mécanismes inclusifs de dialogue, de médiation et de résolution des conflits, en particulier ceux liés à la terre, aux ressources naturelles et aux identités communautaires. Ces mécanismes devront être ancrés dans les réalités locales, portés par des leaders communautaires légitimes, et soutenus par les autorités locales et les partenaires. En favorisant l'écoute mutuelle, la reconnaissance des griefs historiques et la recherche de solutions concertées, ces initiatives contribueront à apaiser les tensions, prévenir les violences futures et reconstruire un vivre-ensemble durable dans les zones affectées.

Logement, terre et service de base est un levier fondamental pour la stabilité et la cohésion sociale dans les zones de retour et d'installation. En Ituri, les conflits liés à la terre sont parmi les principales sources de tensions intercommunautaires, compromettant les efforts de réintégration durable. Pour y remédier, il est impératif de promouvoir des espaces de dialogue inclusifs permettant d'identifier les causes profondes de ces conflits et de construire ensemble des solutions adaptées, en collaboration avec les autorités locales, les chefs coutumiers et les communautés concernées. Parallèlement, le gouvernement provincial et les partenaires doivent garantir un accès équitable aux services sociaux de base, tels que l'éducation, la santé, l'eau, le logement et la protection pour les personnes déplacées, retournées, réfugiées et les communautés hôtes. Cela contribuera non seulement à réduire les inégalités, mais aussi à renforcer la confiance entre les groupes, à prévenir les tensions futures et à favoriser une coexistence pacifique.

Autonomisation et relèvement socio-économique: Cet axe constitue un pilier essentiel pour assurer la durabilité du retour et de la réintégration dans les zones d'installation. Cela passera par la promotion active des moyens de subsistance adaptés au contexte dans les zones de santé in Ituri, le soutien à l'entrepreneuriat communautaire, l'accès aux opportunités économiques et la mise en place de mécanismes de résilience, en mettant un accent particulier sur les femmes, les jeunes et les personnes vulnérables. En leur permettant de subvenir à leurs besoins de manière autonome, ces actions réduisent la

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

dépendance à l'aide humanitaire, renforcent la dignité des populations concernées et favorisent une stabilisation durable des zones de retour. L'autonomisation économique devient ainsi une condition sine qua non pour transformer les solutions temporaires en solutions durables.

Axes transversaux (VBG, genre, handicaps, AAP, Coordination, localisation, Do no Harm, Sensibilité aux conflits...) : L'intégration des thématiques transversales telles que la violence basée sur le genre (VBG), le genre, le handicap, la redevabilité envers les populations affectées (AAP), la coordination, la localisation, le principe du "Ne Pas Nuire" et la sensibilité aux conflits dans la stratégie vise à garantir que toutes les interventions soient inclusives, équitables, sûres et durables. Cela implique une prise en compte systématique de ces dimensions à chaque étape du cycle de projet — de l'évaluation à la mise en œuvre, en passant par le suivi et l'évaluation — afin de répondre de manière adaptée aux besoins spécifiques des groupes marginalisés, prévenir les effets négatifs involontaires, renforcer la légitimité des actions, et promouvoir une appropriation locale. Cette approche améliore la qualité des réponses humanitaires ou de développement, tout en assurant qu'aucun groupe ne soit laissé pour compte et que les dynamiques sociales et contextuelles soient respectées.

AUTORITE DE L'ÉTAT, SECURITE ET GOUVERNANCE

Depuis 2017, la Province de l'Ituri est plongée dans un cycle de violence entretenu par une nébuleuse de groupes armés locaux et étrangers. Cette situation a entraîné des massacres, la destruction des infrastructures sociales et économiques de base, des viols et violences basées sur le genre, ainsi que le déplacement massif de plus d'un million de personnes dans pratiquement tous les territoires : Djugu, Irumu, Mahagi, Aru et Mambasa.

Pour faire face à cette crise, le Gouvernement congolais a lancé des opérations militaires contre ces forces négatives. Confrontées à une guerre asymétrique, les forces de défense, d'ordre et de sécurité ont vu le chef de l'État décréter l'état de siège sur l'ensemble de la province de l'Ituri ainsi que le Nord Kivu dans le but d'imposer la paix en 2021. En appui à cette mesure et dans le cadre de la stabilisation de l'Est de la RDC, le programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (PDDRCS) a été mis en place pour coordonner les initiatives de démobilisation des ex combattants, leur réinsertion communautaire pour une stabilisation et un développement économique durable.

Pour garantir un retour durable, sécurisé et digne des personnes déplacées internes (PDI), le gouvernement Congolais doit renforcer son autorité dans les zones affectées par cette crise sécuritaire depuis plusieurs années. La sécurité constitue un pilier stratégique et essentiel pour le retour des populations déplacées et pour le développement en général. Cette stratégie propose dans cet axe des mesures pour le renforcement de l'autorité de l'état.

Le pilier de la sécurité et de la gouvernance locale est crucial pour garantir un retour durable, sécurisé et digne des PDI et de stabiliser les zones en proie aux conflits. Cela implique une série d'actions coordonnées et ciblées visant à rétablir la présence effective de l'État dans les différentes entités territoriales décentralisées de la province de l'Ituri, tout en restaurant la confiance des populations envers les institutions publiques et à assurer la sécurité, la justice et les services de base dans les zones concernées. Dans la province de l'Ituri, particulièrement dans les entités durement affectées par la crise, suite à la présence des groupes armés locaux et étrangers, la sécurité doit être pleinement rétablie dans les zones d'intégration, de relocalisation et de retour. Ce climat de confiance est indispensable pour encourager un retour massif et sécurisé des PDI, tout en renforçant la légitimité des services de sécurité de l'État dans ces zones.

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

Le maintien de l'ordre public est essentiel pour assurer un environnement stable et sécurisé et ainsi redonner confiance aux populations de retourner dans leurs villages. Les autorités locales et les forces de l'ordre doivent agir dans le respect des lois et des principes de proportionnalité, en garantissant la sécurité publique (prévention des accidents, secours), la tranquillité publique (gestion des manifestations, nuisances) et la salubrité publique. Cela permet aux populations et aux PDIs de se réinstaller dans la paix et la dignité.

La première étape consiste à rendre fonctionnel les comités locaux de sécurité dans toutes les Entités Territoriales Décentralisées (ETD), les chefferies, secteurs et communes, ainsi que dans les entités déconcentrées telles que les territoires, groupements et villages. Ces comités jouent un rôle clé dans la prévention, la protection et la résolution des conflits, en rassurant les populations, en particulier les PDIs sur leur sécurité et en facilitant leur réintégration dans leurs villages d'origine ou même dans les lieux d'intégration. Il est indispensable d'assurer un suivi rigoureux et un encadrement renforcé de ces comités afin qu'ils ne transcendent pas leur rôle pour devenir auteur de violations des droits de l'homme. A côté de cela, il est impérieux de s'assurer que toute la chaîne de gouvernance locale est pleinement fonctionnelle ; les villages, groupements, chefferies et secteurs constituent un maillon important dans la chaîne de gouvernance au plus bas niveau, démontrant la présence de l'autorité de l'état au bas de l'échelle.

Les services de sécurité tels que la police nationale Congolaise, l'armée, l'ANR (Agence Nationale de Renseignement), la DGM (Direction Générale des Migrations), et d'autres services connexes doivent être déployés partout dans les cinq territoires, renforcés et pleinement opérationnels dans les zones de retour. Leur présence doit s'accompagner d'un engagement ferme au respect des droits humains et à la protection des populations civiles, y compris dans la gestion des conflits avec les communautés hôtes.

Un autre pilier fondamental est l'accès à la justice qui doit garantir une justice équitable à tous. Chaque citoyen, indépendamment de sa situation sociale, économique ou géographique, doit pouvoir bénéficier de services judiciaires et juridiques accessibles, impartiaux et efficaces. Cela inclut le droit à un procès équitable, à une représentation légale et à un traitement équitable devant les cours et tribunaux de la République Démocratique du Congo. Dans la Province de l'Ituri, des tribunaux de paix sont installés dans chaque territoire afin de rapprocher la justice des justiciables, et permettre ainsi aux populations de rapprocher de leur juge, ce qui réduit le temps d'instruction juridictionnelle. Le respect des délais dans le traitement des dossiers judiciaires est un élément important pour garantir l'efficacité du système judiciaire congolais. Des retards excessifs peuvent nuire aux droits des justiciables, créer de l'incertitude et compromettre la cohésion sociale. Il est ainsi nécessaire et primordial pour les autorités congolaises de mettre en place une dynamique constructive de justice sociale permettant de contribuer l'élévation d'une société apaisée bâtie sur des socles solides œuvrant pour la sécurité de tous.

L'opérationnalisation de la justice transitionnelle est un aspect important auquel les autorités et les communautés pourront faire recours en vue de solidifier la réconciliation et ouvrir les consciences des populations en faveur des garanties de non-répétition. Cet aspect devra particulièrement être adapté au contexte de l'Ituri où les communautés sont traumatisées et dans un état psychique proche de l'anomie. Les actions prévues viseront à guérir la société Iturienne en apportant des solutions aux causes profondes des problèmes, garantissant ainsi leur non-répétition. Ces objectifs ne peuvent être atteints que par le biais des instances judiciaires formelles.

Pour soutenir ces efforts, il est nécessaire de renforcer les systèmes sociaux, politiques, économiques, judiciaires et sécuritaires. L'amélioration des services sociaux de base, de la gouvernance locale, de l'accès

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

à la justice et de la sécurité contribue à la cohésion sociale et au développement équitable. Le déploiement de personnels qualifiés dans les zones de retour est également essentiel pour assurer le bon fonctionnement des services publics. Ces agents doivent être formés et équipés pour répondre aux besoins des populations en général et spécifiquement des populations déplacées et faciliter leur réintégration.

Ces mesures combinées visent à restaurer la présence effective de l'État, à renforcer la confiance des populations déplacées et à créer un environnement propice à des solutions durables, inclusives et pacifiques.

COHESION SOCIALE ET JUSTICE TRANSITIONNELLE

Le contexte de la Province de l'Ituri est caractérisé principalement par un dilemme sécuritaire, la dualité de pouvoir et la mobilisation autour de la terre et de l'identité. Les territoires de Djugu, Mambasa et Irumu sont les plus marqués par des violences, tandis que ceux de Mahagi et Aru semblent plus stables sur le plan de la cohésion sociale.

L'action combinée de ces forces négatives a entraîné des déplacements massifs, des pertes en vies humaines, la dégradation des infrastructures sociales de base, des violations des droits humains et une crise humanitaire profonde. Bref, la fragmentation du tissu social, la perte de confiance et l'exacerbation des tensions au sein de communautés aux moyens de subsistance déjà affectés.

Cette dynamique de conflit en Ituri, qui a des forts ancrages dans les données ethnique, économique, politique et sociale, est alimentée par des enjeux identitaire, foncier et l'accès aux ressources naturelles ; sur fond d'antagonisme entre Hema et Lendu, deux communautés majoritaires du territoire de Djugu en Province de l'Ituri.

En effet, les rivalités entre Hema et Lendu, exacerbées par des luttes pour l'accès aux ressources naturelles conduisent généralement à des violences intercommunautaires qui touchent les autres territoires et communautés de la Province.

Diverses sources pensent que certains membres de la communauté Lendu seraient en intelligence avec le Groupe armé Coopérative pour le développement du Congo (CODECO), à l'instar de certains membres de la communauté Hema qui sympathiseraient avec le groupe armé Zaïre.

Certains experts pensent que la faiblesse de l'État caractérisée par l'absence d'une gouvernance efficace est le facteur clé qui alimente également les conflits en Ituri, auquel on peut ajouter l'influence extérieure des pays voisins à travers leur soutien aux groupes armés locaux et étrangers.

Plusieurs causes structurelles seraient à la base de ces conflits cycliques notamment :

- L'inadaptabilité du cadre légal et les contradictions entretenues depuis les années 70 entre les modes de gestion administratifs et coutumiers de la terre ;
- L'accaparement des terres par les élites économiques et politico-sécuritaires et accès très limité des communautés locales à la terre dans plusieurs provinces ;
- La faiblesse de la gouvernance foncière en termes d'efficacité, de transparence et de redevabilité et généralisation des pratiques clientélistes et de corruption au sein de l'administration ;
- La problématique du conflit entre agriculteurs et éleveurs ;
- La problématique des conflits des limites administratives, du pouvoirs coutumiers ;
- La transmission intergénérationnelle des germes de la haine et de la violence.

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

La cohésion sociale étant un pilier fondamental pour une mise en œuvre efficace des solutions durables aux déplacements forcés en Ituri, y renforcer le tissu social est une condition sine qua non pour garantir la stabilité, la paix et le développement après des décennies de conflits intercommunautaires, de violences armées et de déplacements massifs des populations.

Les Solutions durables y relatives passent par :

1. La prévention des conflits et la réduction de la violence à travers des dialogues intercommunautaires, la compréhension mutuelle et la gestion pacifique des conflits ;
2. La promotion de la justice transitionnelle ;
3. La prise en compte de la dynamique régionale dans la gestion des personnes déplacées et des réfugiées ;
4. Le renforcement de la confiance entre membres des communautés d'une part et entre la population et les institutions locales d'autre part ;
5. Renforcer les relations entre les services étatiques en charge de la sécurité et personnes déplacées dans la communauté de retour ;
6. L'inclusion et la participation communautaire (la cohésion sociale encourage la participation équitable de tous les groupes y compris les déplacés, les retournés et les communautés hôtes dans les processus de prise de décision) ;
7. Le développement socio-économique (un environnement social apaisé est propice aux investissements, à la relance des activités économiques locales et à la mise en œuvre de projets de développement) ;
8. La résilience face aux crises (les communautés unies sont mieux préparées à faire face aux chocs futurs, qu'ils soient liés à des conflits, des catastrophes naturelles ou des crises économiques).

Pour atteindre ces objectifs, il est impérieux de procéder au préalable par la cartographie participative des conflits et acteurs impliqués, l'identification des zones sensibles, des causes profondes et immédiates de ceux-ci dans le but de cerner les enjeux politiques, économiques, sociaux et culturels qui influencent les tensions. Ces outils fournissent une base factuelle pour orienter les interventions de manière ciblée et pertinente.

L'approche méthodologique de la mise en œuvre de ces solutions durables nécessitera une Recherche Action Participative (RAP) ; une méthode inclusive impliquant directement les communautés dans l'identification des problèmes, l'analyse des causes et la co-construction des solutions. Cette méthode favorisera l'appropriation locale des initiatives de cohésion sociale et renforcera la confiance entre les acteurs. Par la mobilisation des savoirs locaux et en valorisant les expériences vécues, la RAP permet de concevoir des actions ancrées dans la réalité du terrain.

La mise sur pied d'une matrice de plaidoyer permettra de structurer les messages clés, les cibles, les canaux et les actions à mener pour influencer les décideurs et mobiliser les ressources en faveur de la cohésion sociale. Elle facilite la coordination entre les acteurs humanitaires, les autorités locales et les partenaires au développement, tout en assurant une communication stratégique et cohérente.

L'organisation des campagnes de sensibilisation et mobilisation communautaire ; ces campagnes de sensibilisation jouent un rôle crucial dans la transformation des mentalités et la promotion du vivre-ensemble. Elles peuvent prendre la forme de spots radio, de théâtre communautaire, d'affiches, ou de messages sur les réseaux sociaux. Parallèlement, la mobilisation communautaire à travers des activités

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

culturelles, sportives ou éducatives favorise les interactions positives entre les groupes et renforce le sentiment d'appartenance à une même communauté.

Organiser des dialogues inclusifs et dialogues démocratiques ; ces dialogues ont pour but de rassembler toutes les parties prenantes, y compris les groupes marginalisés, autour de discussions ouvertes sur les enjeux de coexistence pacifique. Il permet de construire une vision commune de l'avenir et de prévenir les frustrations. Le dialogue démocratique, quant à lui, renforce la participation citoyenne et la redevabilité des autorités, en créant des espaces d'échange sur la gouvernance locale et les priorités communautaires.

Ateliers, conférences et formations ; L'organisation d'ateliers de renforcement des capacités, de conférences thématiques et de formations sur la gestion des conflits, la gouvernance inclusive et la communication non violente permet de doter les acteurs locaux des outils nécessaires pour promouvoir la paix. Ces espaces favorisent également le réseautage, le partage d'expériences et la création de synergies entre les initiatives locales.

LOGEMENT, TERRE ET SERVICE DE BASE

En Ituri, beaucoup de déplacements forcés sont liés aux conflits à la terre et ont entraîné des violations massives des droits de l'homme. Les données du monitoring de protection du cluster protection, et des évaluations de fin décembre 2024 et du premier trimestre 2025 révèlent que plus de 58 000 personnes ont été victimes de violations des droits LTP dont les incidents de destruction et incendies volontaires des biens personnels, des infrastructures et cas d'occupations secondaires, cas d'expulsions forcées et conflits fonciers. Les difficultés d'accès aux droits LTP sont également exacerbées par des facteurs tels que l'inadéquation des textes législatifs, une superposition des droits coutumier et juridique, les procédures coûteuses et complexes de résolution judiciaire des conflits LTP et les difficultés d'accès aux mécanismes communautaires de résolution des conflits, le manque de connaissance des lois foncières parmi les gestionnaires fonciers et urbanistes, etc., un service des cadastres inefficace, une coordination limitée entre les acteurs humanitaires et du développement sur les questions foncières, etc. Par ailleurs, la population rurale ne possède pas de documents prouvant ses droits de propriété et certains acteurs locaux (groupes armés ou individus) profitent de l'absence des autorités pour saisir des terres. L'accès des femmes aux terres agricoles, à la propriété et aux ressources naturelles est particulièrement limité.

La prise en compte de toutes ces questions reste essentielle, car elles sont des obstacles au retour dans les villages d'origine, voire à l'intégration locale des personnes affectées par le déplacement.

La sécurisation foncière est un **prérequis essentiel** pour garantir des solutions durables pour les populations affectées. Sans accès sécurisé à la terre et à la propriété, les personnes déplacées ne peuvent reconstruire leur vie, ni contribuer pleinement au développement des communautés d'accueil ou de retour. La question foncière est donc centrale pour prévenir les conflits futurs liés à la terre, favoriser la cohésion sociale entre déplacés et communautés hôtes, renforcer la résilience des ménages et aussi promouvoir l'égalité de genre dans l'accès aux ressources.

La stratégie prévoit plusieurs axes d'intervention dans la question du LTP :

Appui aux structures locales

Dans le cadre de la mise en œuvre des solutions durables, un appui particulier sera accordé à la redynamisation des mécanismes locaux de gestion foncière et de règlement des conflits. Ces structures jouent un rôle essentiel dans la stabilisation des zones affectées, en facilitant la résolution pacifique des

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

différents liés au LTP. Leur renforcement permettra de créer un environnement propice à l'intégration ou à un retour durable des personnes déplacées.

Interventions et indicateurs de suivi

Les interventions prévues dans le cadre des solutions durables viseront principalement les zones fortement touchées par les déplacements ; Djugu, Mambasa et Irumu. Elles incluront des appuis en matière de logement, de terres et de propriété (LTP), en complément des actions déjà entreprises par le Gouvernement, les acteurs humanitaires et les partenaires au développement. Ces interventions seront conçues pour lever les obstacles à l'intégration locale ou au retour durable des personnes déplacées, en garantissant un accès équitable et effectif aux mécanismes de restitution des habitations, des terres et des biens.

Principes d'intervention

Outre les quatre principes humanitaires fondamentaux – humanité, neutralité, impartialité et indépendance en plus du principe « Ne Pas Nuire » – plusieurs principes spécifiques guideront la mise en œuvre des processus des solutions durables. L'approche fondée sur les droits mettra l'accent sur la centralité des droits, des besoins et des intérêts des personnes déplacées. Une approche participative, ancrée dans les communautés, garantira leur implication active dans la planification et la gestion des solutions. Enfin, l'intégration des besoins spécifiques liés à l'âge, au genre et à d'autres vulnérabilités sera essentielle, avec une attention particulière portée aux groupes marginalisés.

Bénéficiaires et zones d'intervention

L'aide humanitaire, fondée sur le principe d'impartialité, ciblera prioritairement les personnes les plus vulnérables, notamment celles exposées à des risques multiples et disposant de capacités limitées pour y faire face. Les bénéficiaires de la stratégie de solutions durables incluront les rapatriés (anciens réfugiés), les retournés (anciens déplacés internes), les déplacés internes souhaitant s'intégrer localement ou se relocaliser, ainsi que les communautés d'accueil dans les zones d'origine et de déplacement. Les zones d'intervention prioritaires seront déterminées selon plusieurs critères : les zones de retour ou de réinstallation des déplacés internes et des réfugiés (Rapatriés), ainsi que les zones où les déplacés souhaitent s'installer durablement.

Acteurs clés et coordination

La mise en œuvre des solutions durables surtout la question liée à la terre nécessite une coordination étroite entre les différents acteurs humanitaires, de développement et institutionnels. L'État congolais joue un rôle central dans ce processus, qui doit être conduit en étroite collaboration avec les autorités nationales et locales, afin d'assurer son appropriation. La communauté humanitaire joue un rôle important qui est celui de soutenir le gouvernement à s'acquitter de sa responsabilité à fournir des solutions durables. Le système des clusters, qui vise à combler les lacunes et à renforcer l'efficacité de la réponse humanitaire est bien établi en RDC. En appui au gouvernement congolais, les agences humanitaires et les ONG nationales et internationales jouent un rôle actif pour répondre aux besoins variés de la population, bien que l'espace humanitaire demeure limité et la situation volatile. Un autre acteur clé est la société civile, les institutions nationales des droits de l'homme et les associations communautaires regroupant les femmes, les personnes déplacées, les réfugiés rapatriés ou autres doivent être impliqués dans le processus de solutions durables et ce dès le départ. Ces structures et réseaux peuvent à nouveau jouer un rôle clé dans la recherche de solutions durables. Enfin, les bailleurs de fonds, qui ont historiquement soutenu la RDC, continueront à jouer un rôle crucial dans la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre de

la stratégie. Le succès de cette dernière dépendra largement de la collaboration et de l'engagement de l'ensemble des parties prenantes, tant au niveau national qu'international.

AUTONOMISATION ET RELEVEMENT SOCIO-ECONOMIQUE

Dans un environnement marqué par des déplacements prolongés et des vulnérabilités socio-économiques en Ituri, la question de l'autonomisation des personnes déplacées internes (PDI) et des communautés hôtes s'impose comme une priorité stratégique. L'objectif est de dépasser l'assistance humanitaire ponctuelle pour favoriser une transformation durable des conditions de vie, dans le respect de la dignité humaine et des droits fondamentaux.

Qui dit autonomisation/relevement socio-économique dit développement qui est un mouvement par lequel une société se transforme positivement, en cherchant à pourvoir à ces besoins quotidiens, à l'aide de biens et services qui peuvent être produits par les bénéficiaires eux-mêmes ou échangés en contrepartie d'autres biens ou des espèces (monnaies). Avec son PAD⁴, qui a pour objectif de contribuer au développement provincial par l'amélioration des conditions de vie des populations, l'Ituri est bien outillé pour offrir à l'ensemble de la population une vie meilleure et épanouie.

D'où, un ensemble des stratégies visant à faire quitter progressivement les bénéficiaires de la dépendance des actions humanitaires en vue de les rendre de plus en plus autonomes, grâce aux activités économiques de la province. Cet objectif au niveau le plus élevé serait atteint avec le préalable de l'obtention de deux résultats (produits ou outputs) découlant des activités sélectionnées. A travers ces produits, deux stratégies principales sont visées, lesquelles stratégies se conforment aux documents programmatiques internationaux, nationaux et provincial (PAD).

C'est dans cette optique que s'inscrit la thématique du « **Autonomisation et relèvement socio-économique** », qui constitue un pilier essentiel aux solutions durables. Elle s'appuie sur l'approche **NEXUS**, qui articule les interventions humanitaires, de développement et de consolidation de la paix, afin de répondre de manière intégrée aux besoins immédiats tout en jetant les bases d'un développement à long terme.

L'autonomisation est ici envisagée comme un processus de transformation sociale et économique, permettant aux bénéficiaires de produire ou d'échanger des biens et services pour répondre à leurs besoins quotidiens, réduisant ainsi leur dépendance à l'aide humanitaire.

Cet axe sur le renforcement de l'autonomisation et relèvement socio-économique est importante afin de permettre aux personnes déplacées internes (PDI), aux rapatriés et aux communautés hôtes vulnérables d'accéder à des moyens de subsistance durables et à des opportunités d'emploi, afin qu'elles puissent subvenir à leurs besoins de manière autonome et digne et d'être plus stable. Pour y arriver, la stratégie des solutions durables qui s'aligne au PAD/Ituri et aux ODD propose son intervention à travers quelques activités clés. Dans son pilier trois, le Programme d'Actions de Développement 2025 – 2029 consacre la consolidation de la croissance économique, la diversification et la transformation de l'économie. Cela, en référence à l'ODD2 (zéro faim, sécurité alimentaire, nutrition et agriculture) et à l'ODD12 (Instauration de mode de consommation et de production soutenable).

Les moyens de subsistance agricoles sont disponibles et accessibles

⁴ Programme d'actions de développement d'Ituri 2025-2029

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

La stratégie des solutions durables vise à renforcer l'autonomie des populations déplacées, retournées et hôtes à travers une approche intégrée qui s'aligne sur les priorités du PAD/Ituri 2025–2029 et les ODD. Le pilier 3 du PAD, consacré à disponibiliser les moyens de substance agricole et de les rendre plus accessible, ce qui constitue le socle de cette autonomisation et donc une opportunité d'autonomisation pour les solutions durables.

La mise en œuvre de cet axe vise à renforcer les capacités productives des communautés rurales à travers une série d'interventions ciblées. Elle commence par un renforcement des capacités, l'accompagnement et le suivi de proximité des structures agricoles rurales existantes. Cela implique la structuration des organisations paysannes, la formation technique des membres sur les pratiques agricoles durables, et le déploiement de conseillers agricoles pour un appui continu. Ce dispositif permet d'assurer une meilleure appropriation des techniques et une amélioration progressive des rendements.

Le développement des filières semencières locales constitue une priorité pour garantir l'autonomie des producteurs, il s'agit d'identifier les variétés adaptées aux conditions locales, de former des producteurs semenciers, et de mettre en place des unités de production et de certification des semences. Cette approche favorise la résilience agricole et réduit la dépendance aux semences importées.

Par ailleurs, le développement des filières d'élevage vise à améliorer la productivité des systèmes familiaux et communautaires. Cela passe par l'approvisionnement en intrants vétérinaires, l'amélioration de l'alimentation, de l'abreuvement et de l'hébergement des animaux, ainsi que par la formation des éleveurs sur la santé animale et la gestion des troupeaux. Ces actions contribuent à la sécurité alimentaire et à la diversification des sources de revenus.

Le développement des filières halieutiques, notamment par la promotion de l'aquaculture, est également envisagé. Il comprend la création de centres d'alevinage, l'aménagement d'étangs piscicoles, et la formation des pisciculteurs sur les techniques de gestion et de production. Cette activité permet de valoriser les ressources aquatiques locales et d'offrir une alternative économique viable. Enfin, la stratégie prévoit le développement de coopératives d'éleveurs et de producteurs agricoles afin de renforcer leur pouvoir de négociation sur les marchés. Ces coopératives seront appuyées dans leur structuration, leur formation en gestion et en marketing, et leur accès aux financements. Elles joueront un rôle clé dans la commercialisation collective, la mutualisation des ressources et l'amélioration des revenus des membres.

Le relèvement économique est en marche et l'accès au travail est facilité (Appui à la production).

L'appui aux coopératives et aux centres de formation en métiers qualifiants dans les ETD (Entités Territoriales Décentralisées) est une des conditions sine qua non pour le relèvement économique et l'accès au marché du travail. Cela implique nécessairement le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des coopératives, ainsi que le soutien aux centres de formation professionnelle pour offrir aux jeunes et aux femmes des compétences adaptées aux besoins du marché local. Ces structures deviennent ainsi des leviers d'insertion socio-économique et de création d'emplois durables.

Les coopératives devront être dotées d'intrants agricoles, d'élevage et de pêche, tout en facilitant leur accès au crédit. Cette approche vise à améliorer la productivité des membres, à réduire les coûts de production et à stimuler l'investissement local. L'accès au financement est facilité par des partenariats avec des institutions financières locales et des dispositifs de garantie adaptés aux réalités rurales.

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

Le renforcement des institutions financières et monétaires locales constitue une autre priorité. Il s'agit de consolider les mutuelles de solidarité (MUSO), les Association Villageoise d'Epargne et de Crédit (AVEC) et les structures de microfinance pour qu'elles puissent offrir des services financiers inclusifs, accessibles et adaptés aux besoins des populations rurales. Cela permet de dynamiser l'économie locale et de favoriser l'autonomisation financière des ménages.

La réhabilitation des voies de dessertes agricoles est essentielle pour faciliter l'accès aux marchés, réduire les pertes post-récolte et améliorer la mobilité des biens et des personnes. Ces travaux seront réalisés en concertation avec les communautés locales, en tenant compte des priorités économiques et des enjeux de durabilité. Pour assurer la pérennité de ces infrastructures, des comités locaux de maintenance seront établis. Ces comités, idéalement autonomes, seront formés et équipés pour assurer l'entretien régulier des routes, des marchés et des installations communautaires. Leur fonctionnement participatif renforcera l'appropriation locale et la durabilité des investissements.

La redynamisation des marchés locaux vise à améliorer l'accès aux marchandises, à stimuler les échanges commerciaux et à renforcer les circuits de distribution. Cela passe par la réhabilitation des infrastructures de marché, l'organisation de foires commerciales et la promotion des produits locaux.

Enfin, un appui spécifique sera accordé aux initiatives d'autonomisation et d'encadrement des femmes. Cela inclut la formation, l'accès aux ressources productives, le soutien aux activités génératrices de revenus et la promotion du leadership féminin dans les structures communautaires. Cette approche garantit une inclusion équitable et renforce la résilience des ménages.

AXES TRANSVERSAUX (VBG, GENRE, HANDICAPES, AAP, COORDINATION, LOCALISATION, DO NO HARM, SENSIBILITE AUX CONFLITS...)

Dans le contexte de crise humanitaire complexe et prolongé que connaît la province de l'Ituri, plusieurs barrières relevant des inégalités de genre sont exacerbées en défaveur des femmes, enfants, personnes avec handicap et autres groupes vulnérables, qui sont souvent exclus ou marginalisés dans les interventions des partenaires. De même, la crise de protection impacte les populations déplacées, retournées et même les communautés hôtes qui les accueillent, accentuant les risques d'abus et d'exploitation sexuelle et favorisant les conditions d'atteintes graves aux droits des enfants et aux violations des droits de l'homme. La fragilisation de l'environnement de protection engendre de surcroît une forte prévalence des cas de VBG et prive les femmes, jeunes filles et garçons des services de SSR, compromettant ainsi un plein épanouissement des victimes. Par ailleurs, du fait des effets des changement climatiques et phénomènes climatiques extrêmes, la province est régulièrement affectée par les aléas naturels comme les sécheresses, les inondations, les éboulements, etc, lesquels se superposent aux chocs liés aux conflits multiformes qui secouent la province, amenuisant ainsi leurs capacités de résilience. Cette complexification de la crise souffre d'une faible capacité du dispositif provincial de prévention, de préparation et de réponse aux catastrophes. Sur un autre registre, les populations affectées qu'elles soient déplacées ou retournées et les populations hôtes sont confrontés à des barrières importantes dans leur accès aux informations clés ou pour exprimer leur opinion concernant leur vie quotidienne. En somme, la multitude des acteurs intervenant avec des approches, des intérêts et des moyens différents entraînent des duplications des interventions, engendrant des préjudices aux populations affectées.

Pour juguler tous les problèmes ci-dessus énumérés, la stratégie de solutions se doit d'intégrer un axe dédié aux thématiques transversales. Cet axe relatif aux thématiques transversaux se veut comme un référentiel auquel tous les autres axes doivent s'articuler pour une stratégie aux solutions durables efficaces,

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

efficaces et adaptés aux besoins spécifiques de différents groupes cibles et aux contextes de différentes zones d'interventions. Pour avoir des effets durables, cette stratégie des solutions durables se doit d'être inclusive, fondée sur les droits humains de manière à garantir que personne ne soit laissée pour compte dans le processus de solutions durables. Pour y parvenir, de manière intégrée aux différents axes de la stratégie des solutions durables, plusieurs activités seront envisagées au titre de l'axe dédié aux thématiques transversales dont les principales sont comme suit :

- La mise en place des ONE STOP Center pour la prise en charge holistique des cas de VBG et des dotations pour la SSR dans les formations sanitaires et dans les services sociaux communautaires ;
- Les mécanismes de signalement pour la prévention et la lutte contre les abus, exploitation sexuelle et le harcèlement sont mis en place dans les zones prioritaires ;
- Les écoles, centres de santé et autres services sociaux de base sont outillés et équipés pour faciliter l'accès de personnes en situation de handicap, les personnes âgées et garantir leur fréquentation des femmes et filles ;
- La mise en place d'espaces amis des enfants et autres lieux de socialisation et d'épanouissement des enfants survivants des différentes violations ;
- L'installation de système d'alertes communautaires pour la prévention et la lutte contre les violations des droits humains ;
- Les zones de santé sont dotées de système d'alertes précoce multisectoriel pour la prévention, préparation, réponse et relèvement dans le cadre de la réduction des risques de catastrophes ;
- Les zones prioritaires des solutions durables disposent d'un réseau de Radios communautaires qui traitent des sujets de proximité des populations locales tout en donnant la parole, sont dotées des dispositifs de réception des préoccupations et plaintes des populations ainsi que des fora d'échanges périodiques entre elles et les autorités publiques locales

Des mécanismes de coordination des solutions durables sont mis en place pour une gestion rationalisée et concertée des activités des différents acteurs étatiques, des Agences, Fonds et Programmes (AFP) de Système des Nations unies, de la Société Civile et des ONGs **Les mécanismes de protection et de prévention des VBG et les services SSR sont opérationnels et accessibles** ; Les problématiques de VBG et de la SSR constituent des défis qui affectent les populations déplacées, retournées, dans un contexte de conflits complexes. S'assurer que toutes les dimensions de VBG et SSR soient prises en compte permettra d'avoir une incidence positive dans les solutions durables aux populations prioritaires.

La stratégie de lutte englobe les activités de prévention et de réponses qui doivent être prises en compte dans les interventions des différents axes de la stratégie. Il s'agira notamment de la formation des professionnels œuvrant dans le secteur des VBG ; la sensibilisation communautaire sur le VBG, la planification familiale et la santé de la reproduction ; la prise en charge holistique ; la mise en place de comité de protection.

Les victimes des violations des droits humains sont accompagnées ; Les violations des droits humains, ont été identifiées comme un risque majeur qui impacte toutes les communautés susceptibles d'être concernées par les solutions durables en raison de la complexité des conflits et insécurité qui affectent la province. Il est essentiel de sensibiliser les autorités coutumières et étatiques, les PDI, (hommes, femmes, groupes des jeunes) et la communauté en général aux différents instruments juridiques nationaux et internationaux en rapport avec les droits des PDI ; conduire des campagnes de communication incitant à la

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

dénonciation contre les violations des droits humains ; fournir une assistance holistique légale aux victimes des violations des droits humains et appliquer les dispositions légales afin de promouvoir les droits des PDI en particulier et la communauté en général.

Les aspects PSEA et la redevabilité sont appliqués dans le contexte des solutions durables

Dans le contexte de conflit actuel en Ituri, les inégalités de pouvoirs sont accentuées en défaveur de populations déplacées, retournées, rapatriées. Les risques que ces personnes soient victimes d'abus et d'exploitation sexuelles sont accrus. De même, plusieurs barrières les empêchent d'exprimer leurs perceptions afin d'influencer les prises de décisions qui affectent leurs vies quotidiennes.

La stratégie des solutions durables intègre dans toutes ses dimensions les questions de PSEA et de redevabilité envers les pouvoirs publics et les populations affectées. L'intégration de la PSEA et de la redevabilité doivent prendre en compte le renforcement des formations des personnels étatiques et des partenaires sur le PSEA, la sensibilisation de la communauté sur la prévention et la dénonciation des cas de SEA et la mise en place de cadres pour faciliter la transparence et le partage d'informations sur les activités des acteurs intervenants dans les solutions durables. Les différentes interventions doivent prévoir des dispositifs d'écoutes, des collectes des opinions et de comptes rendus aux populations cibles et les services techniques de l'Etat de ces domaines.

Les actions de protection globale bénéficient à toute la population des zones prioritaires pour les solutions durables

La crise Iturienne est souvent qualifiée d'une crise de protection eu égard à la détérioration de l'environnement général de protection affectant toutes les couches de la population dans les zones de conflits notamment : les principaux défis sont les tensions récurrentes entre civils et militaires de même qu'entre les communautés, la présence des engins explosifs, les désinformations, la production et la consommation des substances psychotropes etc. Les interventions des acteurs doivent accorder une place prioritaire à la création d'un environnement protecteur à même de favoriser les solutions durables.

Les activités proposées consisteront à redynamiser l'équipe de monitoring de protection, mener des plaidoyers pour éloigner les militaires des civils dans les zones à stabilité, plaider pour le renforcement de la collaboration entre les civils et les militaires, interdire la production et l'importation et la consommation des produits psychotropes, sensibiliser la population sur les risques de la consommation abusive de ces produits, mener des activités de déminage des restes des Explosifs de guerre, sensibiliser la population sur la cohabitation pacifique et mener des activités visant l'inclusion des projets en faveur des personnes à besoin spécifiques (PBS).

La protection de l'enfant est prise en compte dans toutes les zones d'intervention de mise en Œuvre de solutions durables.

La couche infantile de la population des zones affectées est majoritaire dans tous les statuts des populations (rapatriés, déplacés, retournés, communauté hôte...) Les enfants du fait de leur vulnérabilité sont davantage exposés aux risques dans ce contexte de conflits multiformes. La prise en compte de leurs spécificités dans les différentes interventions est une condition indispensable pour la réussite de la stratégie de solutions durables.

Pour y parvenir, plusieurs activités sont proposées dont mener des sensibilisations sur la déclaration des naissances, renforcer la vulgarisation de la loi portant sur la protection de l'enfance et le code de la famille ; plaider pour les paquets de réponses selon les besoins spécifiques des enfants y compris les enfants en situation de la rue, enfants non accompagnés, les enfants séparés et EAGA (Enfants Associés Aux Groupes Armés) et sensibiliser les enfants en situation de la rue sur les risques de la consommation abusive des stupéfiants.

Les stratégies de la gestion des risques de catastrophes et des réponses aux urgences contribuent à la prévention, la réduction des incidents et catastrophes sur les SD

Les 5 territoires de l'Ituri sont plus ou moins exposés à une multitude d'aléas naturels comme les inondations, glissements de terrains, les vents violents, les pluies diluviennes avec ou sans grêles, feux de brousses, la sécheresse, épizooties, périls acridiens.

Toutes ces catastrophes naturelles impactent la vie des populations cibles aux solutions durables et constituent les facteurs de risques importants dans leurs efforts de construire leurs résiliences. Alors toutes les interventions des axes stratégiques doivent intégrer les réalités relatives à ces menaces et risques.

Parmi les principales activités, il sera impérieux de mettre en œuvre des activités de préparation, réponses d'urgences et résilience aux risques de catastrophes d'origine naturelle et humaine, mener des actions de réduction des risques et atténuation de leurs impacts et répondre aux catastrophes pour préparer le relèvement résilient et solutions durables ; faire l'usage de thème transversal en renforçant les capacités des acteurs sur la culture de la gestion des risques, communication sur les risques et engagement communautaire et aussi les aspects genre, inclusion et protection des bénéficiaires et des acteurs de gestion de risques de catastrophes.

Le système d'alertes précoces (SAP) multisectoriel, le monitoring des incidents et les réponses rapides dans le secteur transversal sont renforcés ou étendus.

Le contexte de l'Ituri est marqué par l'imprévisibilité et l'extrême volatilité de la situation, ce qui rend nécessaire le renforcement des SAP en place, qui permettrait une meilleure prédiction, anticipation afin de faire faces aux différents scénarios.

Pour y parvenir, les activités proposées consisteront à mener les évaluations initiales de besoins de SAP dans les zones concernées par les interventions dans les solutions durables ; identifier les OC, PF, PR, et former les OC en les dotant de kits de communications, si nécessaire ; redynamiser l'opérationnalisation de SAP dans les anciennes zones concernées par les SD ; renforcer et/ou étendre les actions de monitoring post alertes ; identifier et cartographier des fournisseurs de réponses aux alertes,

Les activités des différents acteurs étatiques, les Agences, Fonds et Programmes (AFP) de Système des Nations unies, la Société Civile, les ONGs sont mises en œuvre de manière coordonnée.

L'environnement opérationnel de l'Ituri est caractérisé par la présence d'une diversité d'acteurs avec des mandats, des profils, des approches voire des domaines différents ou complémentaires. Des risques de chevauchement, de doublons sont présents et sont de nature à nuire à l'optimisation de la stratégie des solutions durables.

Les efforts de coordination sont nécessaires pour renforcer les synergies, les complémentarités voire la rationalisation des interventions pour atteindre les objectifs de solutions durables

Pour y parvenir, plusieurs activités sont à prioriser dont notamment : faire la cartographie des acteurs disposant des données et définir le système de partage des données ; mettre à place des outils de collecte des données et formations des acteurs sur leurs appropriations ; mettre sur place une base des données unique et opérationnelle en lien avec les solutions durables ; renforcer le partage d'informations pour les

synergies d'actions en lien avec les solutions durables et mettre en place ou renforcer les cadres de concertation et les forums d'échanges entre les intervenants.

Modalités de mise en œuvre, gouvernance et coordination

La mise en œuvre de la stratégie des solutions durables se fera sur le quinquennat 2026-2030, par la province, avec l'appui de l'Assemblée Provinciale, de la Société civile, des services techniques provinciaux ainsi que des partenaires (ONG et UN), Elle reposera sur une approche collaborative et multisectorielle, conformément au principe du **New Way of Working (NWOW)**, qui mobilise un large éventail d'acteurs aux expertises complémentaires, afin d'assurer une réponse cohérente, coordonnée et durable.

Pour ce faire, un cadre pour mettre en œuvre la stratégie devra être composé du ;

Groupe de Travail Solutions Durables (GT-SD) : organe de coordination stratégique, composé des représentants des structures étatiques, chargé de l'orientation politique, de la validation des priorités et du suivi global de la mise en œuvre.

Groupes Thématiques : apportent leur expertise sectorielle (santé, éducation, protection, justice etc.) pour garantir la complémentarité et l'intégration des actions.

Autorités nationales et locales : Ces structures facilitent l'accès aux territoires, assurent la coordination administrative et garantissent l'appropriation locale.

Agences des Nations Unies : apportent un appui technique, financier et logistique, tout en assurant la cohérence avec les cadres internationaux.

ONG nationales et internationales : mettent en œuvre les activités sur le terrain, en lien avec les besoins des communautés.

Société civile, secteur privé et institutions académiques : contribuent à l'innovation, à la redevabilité et à la durabilité des actions.

Suivi & évaluation

Pour assurer un suivi-évaluation rigoureux et efficace de la stratégie, l'implication active de toutes les parties prenantes est essentielle. À cet effet, il est crucial d'établir un cadre permanent de suivi-évaluation, garantissant la responsabilisation de chaque acteur dans la mise en œuvre et le suivi des actions planifiées. Ainsi, un système robuste de suivi et d'évaluation sera essentiel pour mesurer les progrès, ajuster les interventions et garantir la redevabilité ;

- **Indicateurs de résultats** : Les indicateurs devront montrer une réduction du nombre de personnes déplacées internes (PDI), une amélioration de l'accès aux droits fondamentaux (logement, santé, éducation), taux de retour volontaire et réintégration réussie.
- **Évaluations** : des évaluations annuelles, à mi-parcours et finales permettront d'analyser l'efficacité, la pertinence et l'impact des interventions.

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

- Mécanismes de redevabilité communautaire AAP : mise en place de comités de retour, boîtes à suggestions, enquêtes de satisfaction et forums communautaires pour garantir l'inclusion des bénéficiaires.
- Système de collecte de données : recours à l'enregistrement biométrique, aux enquêtes d'intention, aux outils numériques de suivi et aux bases de données interopérables pour une prise de décision fondée sur des preuves.
- Des missions de supervision seront progressivement déployées dans les différents secteurs afin d'évaluer l'état d'avancement des programmes et projets. Ces missions, planifiées sur une base annuelle, devront être soigneusement préparées. Elles s'appuieront sur les services provinciaux déconcentrés et décentralisés pour la collecte et l'analyse des données pertinentes
- En complément de toutes ces activités, il faudrait organiser des réunions sectorielles régulières, le gouvernement provincial veillera à renforcer le fonctionnement du dispositif institutionnel de suivi. Ces réunions permettront de coordonner les efforts, d'évaluer les progrès réalisés et d'ajuster les interventions en fonction des résultats obtenus

Cadre de résultats

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

Objectif final :

« D'ici 2030, Les personnes en situation de déplacement forcé accèdent de manière volontaire, aux solutions durables dans les conditions de sécurité et de dignité en Ituri avec un accès équitable aux droits, aux services de base et aux opportunités économiques. »

Indicateurs de résultats :

- 80% des déplacés internes ont quitté les sites et sont intégrés localement, sont retournés dans les villages d'origine ou ont opté pour l'installation ailleurs en RDC
- 80% des déplacés internes jouissent des conditions de vie acceptable dans les zones d'installation

Résultats	Produits	Activités
	1.1) Les comités locaux de sécurité et l'administration locale sont effectifs dans les ETD (Entités Territoriales Décentralisées : Chefferies, Secteurs et Communes), y compris les entités territoriales déconcentrées (territoires, groupements et villages)	1.1.1) Vulgarisation et sensibilisation des textes légaux régissant ces CLS (comités locaux de sécurité) et CLSP (Conseil Locaux pour la Sécurité de Proximité) auprès des autorités et la population en langue locale 1.1.2) Vulgarisation des Conventions, Lois 1.1.3) Produire des cartes administratives afin de pallier aux conflits des limites administratives (cfr GT Restauration de l'autorité de l'état)
	1.2) Les services de sécurité sont opérationnels et renforcés dans les zones de retour (la police, l'armée, l'ANR, DGM, DIRAS, DCF, garde péches)	1.2.1) Former les policiers et les FARDC aux notions de droits humains et de droit humanitaire 1.2.2) Former les policiers à la police de proximité 1.2.3) Affectation de la police dans les ETD et déconcentrée (recycler et Installer la police) 1.2.4) Mener des plaidoyers au niveau national pour un renforcement en effectif militaire ;

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

Renforcement de l'autorité de l'Etat		<p>1.2.5) Une mise en disposition de l'armée des fonds conséquents ;</p> <p>1.2.6) Renforcement des capacités des unités de l'armée ;</p> <p>1.2.7) Renforcement de la logistique de l'armée ;</p> <p>1.2.8) Démanteler les différentes barrières de rançonnement sur toutes les voies dans les zones en problèmes ;</p> <p>1.2.9) Renforcement de la collaboration entre l'Etat et les partenaires de la stabilisation dans le processus de la restauration de l'autorité de l'Etat ;</p> <p>1.2.10) Renforcement de capacités des animateurs étatiques, paraétatiques et société civile dans la gouvernance sécuritaire.</p>
	1.3) L'accès à une justice équitable à tous les citoyens et le respect du délai de traitement des dossiers en justice à tous les citoyens est respecté est effectif	<p>1.3.1) Rendre effectif les tribunaux de paix dans chaque territoire</p> <p>1.3.2) Mise en place des outils judiciaires appropriés et traitement des dossiers en appel pénal et civil</p> <p>1.3.3) Formation des OPJ, APJ et Inspecteurs Judiciaires</p> <p>1.3.4) Mise en place des outils judiciaires appropriés et traitement des dossiers en appel pénal et civil</p> <p>1.3.5) Recevoir les justiciables dans les délais légaux</p>
	1.4) Les infrastructures de l'Etat dans les zones ciblées sont construites et/ou réhabilitées	1.4.1) Construire ou réhabiliter les infrastructures à problème dans les zones de retour
	1.5) La province et les ETD sont appuyés dans leur processus de budgétisation pour la prise en compte des impératifs de mouvement de la population.	<p>1.5.1) appuyer la province pour l'élaboration de PDP et de plan d'action prioritaire ;</p> <p>1.5.2) Appuyer les ETD dans l'élaboration de plans locaux de développement et la budgétisation</p>
	2.1) Les communautés vivent en harmonie dans la cohésion totale ;	2.1.1) Identifier les sources de conflits ethniques et intercommunaux et en comprendre les

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

Renforcement de la cohésion sociale		<p>mécanismes en cartographiant les conflits, analyse des conflits et analyse du contexte</p> <p>2.1.2) Mener le plaidoyer pour le retour à la paix et s'assurer de l'effectivité du PDDRCS dans la province ;</p> <p>2.1.3) Réaliser une étude pour analyser les causes profondes des tensions ou des conflits et développer les mécanismes pour leurs transformations ; Recherche Action Participative (RAP)</p> <p>2.1.4) Former les autorités locales et les leaders communautaires aux mécanismes de gestion et résolution pacifique des conflits ;</p> <p>2.1.5) Intégrer les enjeux relatifs à la paix dans les curricula de formation.</p> <p>2.1.6) Sensibiliser les communautés concernées sur la cohésion sociale et sensibilité aux conflits ;</p> <p>2.1.7) Organiser le dialogue intracommunautaires, inters communautaires, la conférence pour la paix et la cohabitation pacifique,</p> <p>2.1.8) Organiser les activités de rapprochement communautaire (centres de lecture et d'animation culturelle (CLAC), socio culturelles, sportives, ecclésiastiques, économiques)</p>
	2.2) Les structures locales de dialogue et de résolution des conflits sont renforcées	<p>2.2.1) Redynamiser les structures locales de pacification et résolution des conflits,</p> <p>2.2.2) Mettre en place des structures locales où elles n'existent pas ;</p> <p>2.2.3) Identifier et vulgariser les mécanismes traditionnels des Résolutions des Conflits dans les langues locales ;</p>
	2.3) La justice transitionnelle est effective (restaurer la confiance et la cohabitation pacifique)	<p>2.3.1) Rapprocher les instances judiciaires de communautés à travers le mécanisme de justice transitionnelle ;</p>

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

		2.3.2) Recenser et former les acteurs opérant en matière de justice informelle.
	2.4) Les populations ont accès aux infrastructures socio-économiques de base sans distinction ;	2.4.1) Réaliser les projets intégrateurs qui favorise le rapprochement communautaire (Construire et réhabiliter des routes, écoles, centres de santé, marchés, hôpitaux, ponts et stades des disciplines sportives pour renforcer la cohésion sociale entre membres des communautés) ;
	2.5) La promotion de la justice transitionnelle ;	2.5.1) Organiser les séances de formation sur la justice transitionnelle ; 2.5.2) Renforcer les capacités des structures locales de dialogue et de résolution des conflits sur justice transitionnelle ;
	2.6) La prise en compte de la dynamique régionale dans la gestion des personnes déplacées et des réfugiées ;	2.6.1) Plaidoyer au gouvernement de la République pour le retour des réfugiés congolais
	2.7) Renforcer les relations entre les services étatiques en charge de la sécurité et personnes déplacées dans la communauté de retour ;	2.7.1) Organiser des sessions de relation civilo-militaires.
	3.1) Les personnes retournées accèdent à leurs propriétés foncières assurant ainsi leurs résiliences.	3.1.1) Assister et accompagner juridiquement la population dans la jouissance des droits de propriété spécialement les femmes et les personnes vulnérables ; 3.1.2) Réaliser une étude sur l'impact du déplacement de population sur les questions foncières ; 3.1.3) Mettre en place des structures de pilotages des actions à mener dans les zones de retour notamment sur la gouvernance foncière locale ; 3.1.4) Faire le plaidoyer pour la célérité de la révision de la loi foncière et son opérationnalisation en RDC ; 3.1.5) Mettre en place le mécanisme de restitution et compensation des biens des retournés (habitations, terres...) en cas d'occupation par de

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

Accès à la propriété foncière et les services sociaux de base		<p>tiers dans leurs zones d'origine. Assister et accompagner juridiquement la population dans la jouissance des droits de propriété les personnes vulnérables (les femmes, les enfants, les vieillards, etc.) ;</p> <p>3.1.6) Réaliser une étude sur l'impact du déplacement de population sur les questions foncières ;</p> <p>3.1.7) Mettre en place des structures de pilotages des actions à mener dans les zones de retour notamment sur la gouvernance foncière locale ;</p> <p>3.1.8) Faire le plaidoyer pour la célérité de la révision de la loi foncière et la vulgarisation de la loi sur l'aménagement du territoire ;</p> <p>3.1.9) Mettre en place le mécanisme de restitution et compensation des biens fonciers et immobiliers des retournés (habitations, terres...) en cas d'occupation par de tiers dans leurs zones d'origine.</p>
	3.2) Les populations touchées par le déplacement ont un accès accru aux informations nécessaires pour protéger et exercer leurs droits fonciers.	<p>3.2.1) Sensibiliser et renforcer les capacités des autorités locales, des populations y compris les personnes vulnérables (les femmes, les enfants, les vieillards, etc.) sur les procédures légales et réglementaires de sécurisation et d'acquisition des documents fonciers ;</p> <p>3.2.2) Harmoniser les documents et les procédures de sécurisation foncière au niveau local ;</p>
	3.3) Les personnes retournées accèdent aux services sociaux de base.	<p>3.3.1) Augmenter les capacités existantes pour couvrir les besoins additionnels des personnes retournées en matière des services sociaux de base telles que l'accès à l'eau potable, la santé, éducation et l'état civil.</p>

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

		<p>3.3.2) Faciliter l'intégration des retournés dans le fonctionnement et la gouvernance des structures de base (centres de santé, des hôpitaux, des écoles et des comités de gestion des ouvrages d'eau et d'assainissement).</p> <p>3.3.3) Appuyer les mécanismes communautaires de gestion et d'administration foncière ;</p> <p>3.3.4) S'assurer que les constructions et les réhabilitations des infrastructures communautaires et services sociaux de base de proximité dans les zones prioritaires concernées par les Solutions durables intègrent les thématiques transversales (genre, âge, handicap etc)</p>
Renforcement de l'autonomisation/ relèvement sociaux économique des communautés bénéficiaires	4.1) Les moyens de subsistance agricoles sont disponibles et accessibles	<p>4.1.1) Cartographier et identifier les structures agro-pastorales rurales</p> <p>4.1.2) Structurer et Renforcer les capacités, des organisations agro-pastorales rurales ;</p> <p>4.1.3) Appuyer le développement des filières semencières et d'élevage porteuses ;</p> <p>4.1.4) Appuyer le développement des chaines des valeurs agricoles, élevages et halieutiques.</p> <p>4.1.5) Assurer le suivi et encadrement technique de proximité des bénéficiaires</p>
	4.2) Le relèvement économique est en marche et l'accès au travail est facilité (Appui à la production).	<p>4.2.1) Appuyer les structures agro pastorales (groupements paysans, organisations paysannes, les coopératives, ...) en métiers qualifiants dans les ETD ;</p> <p>4.2.2) Appuyer et doter les structures agro pastorales (groupements paysans, organisations paysannes, les coopératives, ...) en intrants agricoles,</p>

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

		<p>d'élevages et halieutiques et leurs faciliter l'octroi au crédit ;</p> <p>4.2.3) Renforcer les institutions financières et monétaires au niveau local.</p> <p>4.2.4) Promouvoir la mise en place des structures locales d'épargne et de crédit (AVEC Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit)</p> <p>4.2.5) Réhabiliter les voies de dessertes agricoles.</p> <p>4.2.6) Impliquer l'OUDA dans toutes les étapes de réhabilitation des voies des dessertes agricoles</p> <p>4.2.7) Appuyer la création des unités de transformation et conservation des produits agros pastoraux</p> <p>4.2.8) Réhabiliter et construire les infrastructures commerciales (marchés, dépôts, entrepôts, ...) permettant un accès facile aux marchandises</p> <p>4.2.9) Faciliter la connexion entre producteurs et consommateurs potentiels</p> <p>4.2.10) Appuyer les initiatives d'autonomisation et d'encadrement des femmes</p>
	<p>5.1) Les victimes des violations des droits humains sont accompagnées</p>	<p>5.1.1) Sensibiliser les autorités coutumières et étatiques, la communauté en général (hommes, femmes, groupes des jeunes) aux différents instruments juridiques nationaux et internationaux en rapport avec la protection des personnes en situation de déplacement et les inciter à la dénonciation contre les violations des droits humains.</p> <p>5.1.2) Fournir une assistance holistique (médical, psychologique, psycho sociale, juridique et judiciaire des VBG) aux victimes des violations des droits humains</p>

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

Intégration des thématiques transversales (VBG, Genre, Handicapes, AAP, Coordination, localisation, Do no Harm, Sensibilité aux conflits...)	5.2) Les Aspects PSEA et la redevabilité sont appliqués dans le contexte SD	5.2.1) Renforcer la formation des personnels étatiques et des partenaires sur le PSEA ; 5.2.2) Sensibiliser la communauté sur la prévention et la dénonciation des cas de AES ; 5.2.3) Mettre en place de cadres pour faciliter la transparence et le partage d'informations sur les activités des acteurs intervenants dans les Solutions durables
	5.3) Les actions de protection globale bénéficient à toute la population des zones prioritaires pour les SD	5.3.1) Former les professionnels œuvrant dans le secteur des VBG aux enjeux liés aux inégalités de Genre et à la réponse à apporter à la criminalité sexuelle 5.3.2) Sensibiliser les différentes couches sociales sur les connaissances et la lutte contre les VBG ; 5.3.3) Etablir un comité de protection inclusif et participatif entre l'administration, la Police, les Représentants de la communauté, les personnes en déplacement (Hommes, Femmes et jeunes) leaders religieux, groupes minoritaires (pygmées, albinos,) afin d'identifier les causes des violations et des crimes. 5.3.4) Sensibiliser les différentes couches de la communauté sur la planification familiale et la santé de la reproduction, 5.3.5) Plaider pour les paquets de réponses selon les besoins spécifiques des enfants y compris chaque enfant en situation de la rue, enfants non accompagnés, les enfants séparés et EAGA (Enfants associés aux groupes armés).
	5.4) Les stratégies de la gestion des risques de catastrophes et des réponses aux urgences contribuent à la prévention, la réduction des incidents et catastrophes sur les SD	5.4.1) Mettre en œuvre des activités de préparation, réponses d'urgences et résilience aux risques de catastrophes d'origine naturelle et humaine ; 5.4.2) Mener des actions de réduction des risques et atténuation de leurs impacts et répondre aux

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

		<p>catastrophes pour préparer le relèvement résilient et les solutions durables</p> <p>5.4.3) Assurer l'intégration des thématiques transversales dans les renforcements des capacités des acteurs y compris les acteurs de gestion des risques de catastrophes sur la culture de la gestion des risques, communication sur les risques et engagement Communautaire et aussi les aspects Genre, inclusion et protection des bénéficiaires</p>
	<p>5.5) Le Système d'alertes précoces multisectoriel, le monitoring des incidents et les réponses rapides dans le secteur transversal sont renforcés ou étendus</p>	<p>5.5.1) Mener les évaluations initiales de besoins de SAP dans les zones concernées par les interventions de SD</p> <p>5.5.2) Identifier, OC, PF, PR, et former les OC en les dotant de kits de communications</p> <p>5.5.3) Redynamiser l'opérationnalisation de SAP dans les anciennes zones concernées par les SD</p> <p>5.5.4) Renforcer et/ou étendre les actions de monitoring post alertes</p> <p>5.5.5) Identifier et cartographier des fournisseurs de réponses aux alertes,</p>
	<p>5.6) Les activités des différents acteurs étatiques, les Agences, Fonds et Programmes (AFP) de Système des Nations unies, la Société Civile, les ONGs sont mises en œuvre de manière coordonnée.</p>	<p>5.5.1) Faire la cartographie des acteurs disposant des données et définir le système de partage des données ;</p> <p>5.5.2) Mettre à place des outils de collecte des données et formations des acteurs sur leurs appropriations</p> <p>5.5.3) Mettre en place une base des données unique et opérationnelle en lien avec les Solutions durables</p> <p>5.5.4) Renforcer le partage d'informations pour les synergies d'actions en lien avec les Solutions durables</p> <p>5.5.5) Mettre en place ou renforcer les cadres de concertation et les forums d'échanges entre les intervenants</p>

Feuille de route pour la mise en œuvre des solutions durables aux mouvements des populations en Ituri

Cette feuille de route présente les 6 étapes qui vont être entreprises, sous le pilotage du Gouvernement provincial et du Groupe de travail solutions durables et le concours de tous les partenaires, pour la poursuite des activités des solutions durables aux mouvements des populations dans la province de l'Ituri pour la période de fin d'année 2025 et l'année 2026.

Etape 1 : Validation de la stratégie provinciale et adoption de la feuille de route ; Elaboration des documents et soumission à la signature de l'autorité provinciale

Etape 2 : Planification et Coordination

- Actualisation des calendriers des réunions par les partenaires ;
- Actualisation de la Cartographie des intervenants et interventions dans la province ;
- Activités de suivi de la mise en œuvre : missions de suivi, communication, plaidoyers.

Etape 3 : Évaluation et Analyse des Besoins :

- Réaliser une évaluation exhaustive des besoins des populations déplacées et des communautés hôtes : Enquêtes d'intention ;
- Identifier les zones prioritaires et les groupes vulnérables nécessitant une assistance immédiate et à long terme.

Etape 4 : Mobilisation des ressources

- Le processus de budgétisation : prise en compte dans le budget de la province et des ETD (finalisation du PAP sensible à la question) ;
- Alignement et engagement des partenaires (forum des bailleurs).

Etape 5 : Mis en œuvre des activités.

- Faciliter le retour volontaire, sécurisé et digne des déplacés internes dans leurs zones d'origine.
- Promouvoir des solutions de réinstallation et d'intégration locale pour ceux qui ne peuvent pas retourner chez eux.
- Fournir une assistance humanitaire immédiate, incluant l'accès à la nourriture, à l'eau, aux soins de santé et à l'éducation.
- Mettre en place des mesures de protection pour les groupes vulnérables, notamment les femmes et les enfants.

Etape 6 : Suivi et évaluation

- Assurer une transparence, efficacité, efficience et une redevabilité dans la mise en œuvre des actions.

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

ETAPES D'INTERVENTION	Activités	Livrables	Calendrier	Budget	Entité/agence responsable
Etape 1 : Validation de la stratégie provinciale et adoption de la feuille de route.	<ul style="list-style-type: none"> Atelier de validation de la stratégie provinciale. 	<ul style="list-style-type: none"> Stratégie provinciale des solutions durables Feuille de route pour la mise en œuvre de la stratégie en 2025-2026 	<ul style="list-style-type: none"> 03 décembre 2025 	1200\$	<ul style="list-style-type: none"> Gouvernement provincial PNUD HCR
Etape 2 : Planification et Coordination	<ul style="list-style-type: none"> Désignation formelle des points focaux du gouvernement provincial Mise en place et lancement des activités du groupe de travail thématique Calendrier des réunions Cartographie des intervenants et interventions dans la province 	<ul style="list-style-type: none"> Signature d'un arrêté portant création d'un groupe de travail thématique sur les solutions durables Décision nommant des points focaux provinciaux sur les solutions durables 	<ul style="list-style-type: none"> 		<ul style="list-style-type: none">
Etape 3 : Évaluation et Analyse des Besoins	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser une évaluation exhaustive des besoins des populations déplacées et des communautés hôtes. Enquêtes d'intention Identifier les zones prioritaires et les groupes vulnérables nécessitant une assistance immédiate et à long terme. 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport des enquêtes d'intention PV d'identification participative des zones de retour 	<ul style="list-style-type: none"> 		<ul style="list-style-type: none">
Etape 4 : Mobilisation des ressources	<ul style="list-style-type: none"> Le processus de budgétisation : prise en compte dans le budget de la province et des ETD 	<ul style="list-style-type: none"> Validation et signature du PAP de la province 			

Stratégie Nationale des Solutions Durables en RDC

ETAPES D'INTERVENTION	Activités	Livrables	Calendrier	Budget	Entité/agence responsable
	(finalisation du PAP sensible à la question) ; <ul style="list-style-type: none"> Alignement et engagement des partenaires (forum des bailleurs). 	<ul style="list-style-type: none"> Validation des PDL dans les ETD concernés Validation du budget de la province intégrant la question des SD. Rapport/compte rendu du forum des bailleurs. 			
Etape 5 : Mise en œuvre des activités.	<ul style="list-style-type: none"> Faciliter le retour volontaire, sécurisé et digne des déplacés internes dans leurs zones d'origine. Promouvoir des solutions de réinstallation et d'intégration locale pour ceux qui ne peuvent pas retourner chez eux. Mettre en place des mesures de protection pour les groupes vulnérables, notamment les femmes et les enfants. 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports des réunions du comité de pilotage Rapports des réunions des comités techniques des projets 			
Etape 6 : Suivi et évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place/ Appui à un mécanisme intégré de suivi et évaluation des activités des solutions durables dans la province. 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de suivi par la partie nationale Rapport périodique d'évaluation (semestriel et Annuel) 			